

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

Chronique Politique.

MANIFESTATIONS EN ESPAGNE.

Nous lisons dans une lettre de Madrid :

Dès que l'élection du duc d'Aoste a été connue dans les provinces, il y a eu diverses manifestations très-significatives contre ce qu'on appelle en Espagne *le roi étranger*.

Les étudiants de l'Université de Valladolid ont promené dans les rues une bière dans laquelle ils avaient placé un mannequin représentant un mort, auquel ils avaient donné le nom de Macaroni I^{er}. Partout où ils sont passés ils ont été applaudis. Un *De profundis* a été chanté en chœur.

A Madrid, trois professeurs de l'Université, qui sont députés, ont été hués par les élèves, au point de se voir obligés d'abandonner leurs chaires.

Dans la soirée, les étudiants en médecine ont donné un charivari au doyen de leur Faculté.

Dans deux théâtres de Madrid, les manifestations du public ont été si expressives, que la représentation a été interrompue.

A Salamanque, même démonstration, à laquelle ont pris part des commissions venues des villages voisins.

Un journal a eu l'idée de rechercher parmi les députés qui ont voté en faveur du duc d'Aoste, ceux qui ont des places rétribuées. Il indique leur nom et le traitement dont ils jouissent, qui s'élève à 3,146,000 réaux. Leur nombre est de 81.

Il convient d'ajouter à ce premier chiffre trente-trois députés mis en disponibilité depuis la révolution, et qui ont bonne envie de reprendre des fonctions actives pour jouir des douceurs du budget.

NOUVELLES DE PARIS.

On a commencé la distribution des lettres arrivées de Paris. Elles donnent des nouvelles jusqu'au 21, et nous nous hâtons de dire que l'ensemble en est excellent.

L'attitude de la population est toujours des plus fermes. Quelques journaux, dont la presse belge a donné des extraits, ont essayé de provoquer de nouveaux troubles, d'autres ont cherché à faire naître des désirs pacifiques. Tout cela est resté absolument sans écho.

La résistance à outrance, tel est le programme de l'immense majorité de la population; on augmente tous les jours les moyens de défense; la garde nationale rivalise de zèle avec l'armée active; elle est prête à la suivre dans tous les mouvements qu'ordonnera le général Trochu, qui, avec ses collègues, est absolument maître de la situation. Quand il donnera le signal, 400,000 hommes bien armés, bien disciplinés, répondront à son appel. Ce n'est pas sans peine qu'il maintient l'ardeur de la population et de l'armée, qui voudraient effectuer immédiatement une sortie générale. Mais il a ses plans, et il n'agira que lorsque le moment lui paraîtra favorable.

En ce qui concerne l'alimentation, les renseignements ne sont pas moins bons. On n'est rationné que pour la viande de boucherie. Pendant de longs jours encore on sera à l'abri de la famine. Mais on comprendra que la situa-

tion ne puisse pas se prolonger indéfiniment, et qu'il importe que la province vienne au secours de Paris.

Depuis l'affaire du Bourget, il n'y a eu rien d'important sous les murs de la capitale. Les engagements sont presque quotidiens, mais ils n'ont pas d'importance. Lorsqu'on tentera une opération, elle sera décisive.

Il y a donc lieu d'être pleinement rassuré en ce qui concerne Paris, qui fera son devoir; mais il importe que la province fasse le sien.

Voici les nouvelles spéciales du 19 novembre :

Depuis deux jours, l'artillerie prussienne envoie des boulets sur les travaux élevés par le génie en avant du fort d'Ivry. Le feu redouble ce matin.

Les forts de Vanves et d'Issy ont bombardé les positions de l'ennemi. Après une forte canonnade, le silence régnait sur toute la ligne prussienne.

Les compagnies de francs-tireurs font des expéditions quotidiennes afin de reconnaître les positions de l'ennemi; elles ont surpris l'ennemi près du Bourget et lui ont tué quatre hommes.

On croit que les Allemands n'attaqueront pas du côté de Vanves et d'Issy, mais du côté de Saint-Denis, où ils massent des forces.

L'administration des télégraphes annonce que le service télégraphique par pigeons fonctionne régulièrement.

Tout fait pressentir de graves et prochains événements.

Les troupes sont pleines d'ardeur.

Dans l'avant-dernière nuit, les forts de Romainville et d'Ivry ont croisé leurs feux sur une colonne prussienne. L'effet de cette manœuvre a été désastreux pour l'ennemi, qui a disparu en toute hâte.

La rente a fait 53 70.

Journée du 20 novembre.

Notre cercle d'investissement s'élargit. Nous établissons en avant du moulin Saquet une ligne défensive, partant du nord de la Seine jusqu'aux ouvrages établis en avant de Villejuif.

Nous avons poussé des reconnaissances de ce côté jusqu'au cimetière de Choisy, où les Prussiens avaient, disait-on, établi des batteries.

Partout les travaux de fortifications et d'attaque deviennent de jour en jour plus formidables.

Du côté de Châtillon, les batteries prussiennes seraient facilement réduites au silence.

Nos tirailleurs, répandus dans les environs de Bagneux, inquiètent les grand'gardes de l'ennemi.

Hier, une colonne ennemie a débouché d'un repli de terrain, pour écraser les nôtres; mais les forts d'Ivry et de Montrouge ont envoyé des obus aux Prussiens, qui se sont enfuis dans toutes les directions.

Des travaux complémentaires ont été élevés en deçà du chemin de ronde. Ils sont destinés à constituer une seconde enceinte.

Parmi les moyens de défense figurent une grande quantité de certains engins sur l'efficacité desquels nous fondons une grande espérance.

La commission des barricades, présidée par

Rochefort, a décidé que tous les travaux doivent être terminés avant la fin du mois, après quoi la commission sera dissoute jusqu'à nouvel ordre, mais ses cadres seront conservés.

Les chasseurs de Neuilly ont eu, le 18 novembre, une petite affaire avec les Prussiens, vers l'extrême-barricade de Vitry-sur-Seine.

On suppose que l'ennemi cherche à envenimer ses projectiles.

Un négociant d'Amsterdam, en qui nous pouvons avoir toute confiance, a écrit à un négociant d'Angers, qu'il tient de source certaine qu'il se produit en ce moment, dans certains corps de l'armée allemande sous Paris, un *sourd et sérieux mécontentement*.

Avis à l'armée de la Loire.

M. Gambetta est allé au Mans, où il se trouve encore. On comprend que nous nous abstenions de toute explication au sujet de ce voyage.

Le général Bourbaki est arrivé à Tours avec son état-major.

On assure que le général n'accepte pas le commandement du 18^e corps, auquel il vient d'être appelé par décret.

On aurait insisté vivement pour obtenir son concours; mais, blessé, paraît-il, de certaines suspensions, et ne croyant pouvoir agir utilement dans les conditions actuelles, il persisterait à décliner tout commandement.

On ajoute que son intention serait de faire simplement la guerre en partisan, à la tête de quelques compagnies franches.

En rapportant ces bruits, que nous avons tout lieu de croire exacts, dit le *Français*, nous voulons espérer encore que le général Bourbaki cédera aux instances dont il est l'objet.

LES INTRIGUES BONAPARTISTES.

Il n'y a plus à douter que l'empereur et l'impératrice, ainsi que leurs courtisans, et en première ligne les généraux qui ont trahi la France, complotent une trahison encore plus énorme: « le couronnement de l'édifice, » comme ils la qualifient sans doute, c'est-à-dire la restauration du système qui a mené la France aux abîmes.

Tous les correspondants de journaux étrangers, à l'affût du plus léger incident qui survient au château de Wilhelmshöhe, s'accordent à signaler divers symptômes des intrigues dont cette résidence est le foyer. Nous citerons notamment le correspondant du *Daily-News*, qui nous fournit à ce sujet de curieux détails. Nous extrayons ce qui suit de ses lettres datées de Cassel le 12, le 14 et le 15 courant :

« D'après ce que je vois et entends, je suis de plus en plus convaincu du rétablissement de l'empire en France, si les Français ne réussissent pas à constituer un gouvernement légal avant la chute de Paris. Il est naturellement impossible de communiquer à autrui des impressions qui vous sont purement personnelles; mais il y a aussi des considérations d'un caractère général qui ne doivent pas échapper à l'attention du public européen. Que seulement le lecteur veuille bien se poser cette question: Que feront les Allemands de leurs prisonniers, si la guerre se prolonge au-delà de la chute de Paris? Ils ne peuvent les garder et les nourrir

à perpétuité. Et s'ils doivent tôt ou tard les renvoyer en France, dans le cas où la résistance des Français durerait encore, peuvent-ils les renvoyer autrement qu'à la condition que ces prisonniers devront eux-mêmes vaincre cette résistance? Mais alors il faut qu'on s'assure de ce résultat d'avance, en réorganisant les prisonniers en une armée régulière et disciplinée, agissant au nom d'un gouvernement — d'un gouvernement français — qui ait fait la paix avec l'Allemagne. Or, quel autre gouvernement peut-on avoir pour atteindre à ce but qu'un gouvernement exclusivement militaire composé de Louis-Napoléon et de ses maréchaux?

Il n'est pas de tout nécessaire que ce gouvernement ratifie d'abord la cession de Metz et de Strasbourg. Les Allemands tiennent ce qu'ils veulent avoir; ils n'ont rien à recevoir, ils n'ont qu'à rendre ce qu'ils sont disposés à rendre. Après avoir pris Paris, ils pourront faire choisir aux Parisiens s'ils préfèrent être maintenus dans l'ordre par une garnison allemande ou par une garnison française. Le résultat de ce choix, qui ne saurait être douteux, sera le titre de possession de l'empire restauré.

Supposons que le Midi et l'Ouest ne soient pas encore soumis, en quoi cela nuirait-il aux Allemands? Un empire dans le Nord, une république dans le Midi, et peut-être une monarchie bourbonnienne dans l'Ouest, luttant les uns contre les autres, ne feraient qu'assurer le triomphe des Allemands...

C'est une erreur de présumer que Louis-Napoléon songe encore à remonter sur le trône. Quand le moment opportun sera arrivé, il abdiquera sans doute en faveur de son fils, en confessant ouvertement ses erreurs et en sollicitant l'indulgence de la France, de l'Allemagne, du monde entier. Et il est certain que si Paris est pris au lieu de se rendre à des conditions débattues entre le roi Guillaume et le Gouvernement provisoire actuel, ce Gouvernement sera dès lors considéré par les Allemands comme n'existant pas, et ils installeront eux-mêmes un autre gouvernement provisoire, de manière à préparer la restauration de l'empire au moyen de l'armée captive. On a sous la main le Sénat et le Corps-Législatif, tout prêts à seconder cette combinaison...

Il ne faut pas oublier qu'outre l'état-major, qui paraît libre de tous ses mouvements, sans aucun doute du consentement du gouvernement prussien, il y a en Allemagne une armée française qui ne compte pas moins de 350,000 hommes. Je puis dire que les officiers français avec lesquels nous nous entretenons ici ne sont pas les amis des républicains.

M^{me} Bazaine est arrivée ici; elle et son mari doivent se fixer à Cassel. Ils ont loué une maison non meublée, et se disposent à acheter des meubles. Certes, il ne faut pas une bien grande perspicacité pour voir que ce n'est pas sans intention que le maréchal Bazaine a reçu l'ordre de résider à Cassel avec Louis-Napoléon. Il est le commandant désigné de l'armée captive, dans les cas où l'on aurait à s'en servir pour rétablir l'empire.

Nous n'ajoutons rien à cette citation: *Intellegenti pauca*.

OCCUPATION DE MONTARGIS.

De fâcheuses nouvelles nous arrivent du

Loiret. Montargis vient d'être occupé par les Prussiens, qui y sont entrés sans coup férir.

Le télégraphe ayant cessé de fonctionner, il est difficile de connaître tous les détails de l'incident. Voici cependant quelques informations recueillies par le *Journal du Loiret* :

« Il était évident depuis quelques jours qu'un corps ennemi venant de Metz se dirigeait de ce côté. L'avant-garde avait déjà envahi les cantons de Ferrières et de Courtenay. Mais depuis deux mois, et bien avant l'occupation d'Orléans, les Montargis avaient montré le plus louable patriotisme. Des citoyens zélés avaient pris la tâche d'organiser une sérieuse défense. Une déléation des habitants s'était rendue à Tours pour demander des armes et réclamer la mobilisation de la garde sédentaire de Montargis, avant même que le gouvernement eût décrété la levée en masse. Depuis près de deux mois, les gardes nationaux, munis d'excellentes armes, manœuvraient et s'exerçaient au maniement du fusil. Une compagnie de francs-chasseurs avait été créée; on avait équipé des éclaireurs à cheval. Tout le monde semblait animé du désir de se battre jusqu'à la mort, et divers succès dans des engagements d'avant-garde étaient venus exciter l'enthousiasme des citoyens.

« De plus, on avait sévèrement flétri, à Montargis, la conduite « ignominieuse » des Orléanais, qui, disait-on, avaient laissé entrer les Prussiens chez eux, sans résistance.

« A voir de telles occupations, on s'attendait à une défense énergique. Mais Montargis a capitulé sans brûler une cartouche! »

L'Impartial du Loiret ajoute :

« Hier, un corps ennemi considérable se présenta devant la ville. La garde nationale et les mobilisés l'attendaient en armes. Un parlementaire se présente : le général prussien offre à Montargis un armistice et demande le maire. Le maire se rend près de lui. Le général exige pour les troupes prussiennes le passage libre dans la ville; à cette condition, Montargis ne sera pas attaqué. Le maire revient : le conseil municipal et le comité de défense délibèrent. On accepte, à l'unanimité, paraît-il, la proposition du général prussien. L'armistice est signé. Les habitants de Montargis ne se défendent pas, l'ennemi respectera leur ville; il consent même à permettre que les gardes nationaux et les mobilisés se

retirent avec leurs armes. L'évacuation s'opère, et ce matin, à 10 heures, les Prussiens sont entrés librement et pacifiquement à Montargis. »

NOUVELLES D'ÉVREUX.

On ne connaît pas encore d'une manière bien exacte les événements d'Évreux. Cependant les nouveaux détails que nous recueillons laissent à l'incident le caractère fâcheux que lui donnaient les premiers récits.

Voici, dit le *Nouvelliste de Rouen*, comment les choses se seraient passées :

« Il était trois heures de l'après-midi lorsqu'un gendarme et un hussard à cheval ont paru sur la place du Marché, disant aux vendeurs d'enlever leurs marchandises, car les Prussiens arrivaient.

« A cette nouvelle, l'émotion fut générale. Le préfet était malade et gardait le lit. Toute direction manquait. On n'avait pas de troupes régulières. La ville était surprise de la manière la plus complète, et on se demande comment les Prussiens venant de Nonancourt avaient pu traverser le pays sans être signalés.

« On sonna le tocsin, on battit la générale : la garde nationale s'assembla sur la place de l'Hôtel-de-Ville et se prépara à repousser l'ennemi. Les armes furent chargées. Les Prussiens, qui n'étaient qu'au nombre de 500, arrivaient par Tivoli et la Madeleine, avec deux pièces de canon. Ils se mirent en position avec leurs pièces sur les hauteurs de la Madeleine.

« Deux uhlands s'avancèrent au galop jusque sur la place du Lycée sans qu'on osât tirer sur eux. Croyant sans doute que la ville se rendait, ils retournèrent vers un détachement assez fort, qui aussitôt s'avança dans la ville; mais à peine venait-il de s'engager dans les rues, que quatre mobiles, en convalescence, dit-on, et deux francs-tireurs s'avancèrent et firent feu. Six uhlands, dont un officier, roulèrent à terre; ils étaient atteints mortellement.

« Sur ces entrefaites, on battait la générale dans Évreux, la garde nationale arrivait, et les Prussiens, sur le point d'être cernés, prirent la fuite.

« Bientôt, la population terrifiée entendit retentir le canon. Les Prussiens, pendant près d'une heure tirèrent sur la ville; mais sans doute ils étaient trop près et ne firent aucun mal. Les obus passèrent sur la ville. Toutefois un obus tomba sur l'hôtel de Lisieux.

Les vitres de la gare ont été brisées. Un ouvrier a été blessé à la tête d'un coup de sabre; il revenait de son travail et avait été rencontré par les cavaliers ennemis. On parle de trois personnes tuées, mais il n'y a rien de positif à cet égard. Ce qui paraît inexact, c'est que la cathédrale ait été atteinte, comme on l'a annoncé.

« La garde nationale a bravement fait son devoir, et c'est à elle qu'on doit qu'Évreux n'ait pas été pris par 500 hommes. Nous aurions bien des réflexions à faire à cet égard; mais puisqu'un général habile dirige maintenant l'Eure et la Seine-Inférieure, nous sommes persuadés que les troupes, bien commandées, feront leur devoir.

« Les Prussiens, après avoir épuisé leurs munitions, se retirèrent et campèrent à la Pouterie. Pendant toute la nuit du dimanche, la population a été en proie aux plus cruelles émotions. Dimanche, les magasins sont restés fermés. On s'attendait à voir reparaitre les Prussiens, car on supposait qu'ils avaient reçu des renforts. A trois heures, ils n'étaient pas signalés; en revanche nos troupes opéraient des mouvements sur la nature desquels nous n'avons aucune indication à donner. »

On annonce que le général Briand vient d'être chargé, à la place du général Kersaumont, de la direction des opérations militaires dans l'Eure.

Pour les articles non signés : P. GODET.

Chronique Locale et de l'Ouest.

Hier soir, nous avons reçu, trop tard pour qu'elles parussent dans notre numéro de ce jour, deux lettres de M. Bodin, maire de Saumur : l'une à M^r Freppel, l'autre, à notre adresse, nous requérant de publier la première.

Nous les donnerons l'une et l'autre, ne fût-ce que pour compléter les documents historiques de la manifestation patriotique et religieuse du 20 novembre.

Mardi soir, l'emprunt de la ville de Saumur, de la somme de 52.000 francs pour subvenir aux frais de la guerre, a été couvert et au-delà. Les souscriptions auraient atteint 58.000 francs environ.

On croit que l'administration ne fera pas de réduction, et qu'elle conservera le capital entièrement souscrit.

On ne saurait trop féliciter les citoyens qui ont pris l'initiative de cet emprunt, ils ont préservé les contribuables d'un surcroît d'impôts de 53 0/0 qu'ils eussent dû solder dans un bref délai; ce qui pour beaucoup eût été d'une très-grande difficulté.

Pour chronique locale : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Tours, 24 nov. 1870, 3 h. 10 soir.

Près Bonneval, quelques cavaliers se sont montrés. Francs-tireurs et légion Charrette ont tué ou blessé 10 hommes à l'ennemi, fait prisonniers 1 cuirassier blanc et un sous-officier de hussards.

On signale des engagements près Montbéliard à Veugincourt et Audincourt le 22; ennemi s'est retiré ayant 2 morts et 11 blessés; pas de blessés de notre côté.

Rien à signaler sur la Loire.

Pour dernières nouvelles : P. GODET.

ÉTAT-CIVIL du 29 octobre au 20 novembre.

NAISSANCES.

29 octobre, Jeanne-Marie-Antoinette Cahours, rue de Bordeaux; — 30, Marguerite-Juliette Briau, rue du Portail-Louis; — 3 novembre, Joseph-Angelo Bolognesi, rue Saint-Nicolas; — Paul-Charles Bolognesi, rue St-Nicolas; — 4, Louis-Philibert Bernard, à l'hôtel de Londres; — 6, Gaston-Louis Blanchet, rue des Capucins; — 7, Charles Massot, à Beaulieu; — Ferdinand Maillé, rue Royale; — Victor, à l'Hospice; — 8, Louis-Désiré Ferrand, rue de la Croix-Verte; — 9, Maria Deschamps, Grand'Rue; — Henri-Augustin Alexandre, rue du Roi-René; — 11, Eugène-Jules Bondu, rue de la Basse-Île; — 12, Eugénie-Blanche Blain, rue de la Basse-Île; — 13, Alice Crest, rue de la Maréchalerie; — 15, Joseph Boret, rue de Fenet; — Jean-Charles Gaschet, rue Traversière; — 16, Joseph, à l'Hospice; — 17, Félix Richard, rue Saint-Nicolas; — 18, Adèle Godonèche, rue d'Orléans; — 19, Victor Desnoues, rue de Fenet; — Eugène Desnoues, rue de Fenet.

On demande une CANTINIÈRE mariée, pour la garde nationale mobilisée. S'adresser hôtel Budan.

P. GODET, propriétaire-gérant.

Tribunal de commerce de Saumur.

FAILLITE EMILE TOUCHAIS.

Les créanciers de la faillite du sieur Emile Touchais, maître d'hôtel à Fontevraut, sont de nouveau prévenus que la vérification des créances de cette faillite aura lieu en la chambre du conseil du tribunal de commerce, le mardi 29 novembre courant, à midi.

Le Greffier du Tribunal,
(380) Ch. PITON.

Etude de MAURICEAU, huissier à Saumur.

ON DEMANDE A ACHETER Cinquante Obligations du Chemin de fer d'Orléans. S'adresser à M. MAURICEAU, huissier, quai de Limoges, 157, à Saumur. (577)

A VENDRE OU A LOUER

Présentement, LA BRASSERIE DE ST-FLORENT, Près Saumur. (181)

A LOUER

Présentement, MAISON OU PORTION DE MAISON GARNIE OU NON-GARNIE, Rue du Marché-Noir. S'adresser au bureau du journal.

AVIS.

Il a été perdu mercredi, dans la matinée, dans le parcours de la Société Littéraire, place de la Bilange, à la levée d'Enceinte, un paquet renfermant des journaux et une correspondance administrative. Prière de le rapporter au bureau du journal. (381)

PETITE MAISON ET JARDIN

A LOUER

Présentement, Montée du Château, vis-à-vis de la Retraite. S'adresser, à la Retraite. (373)

CHARBONS DE TERRE

Anglais et Français. COKE ET CHARBON DE BOIS.

La Compagnie des Mines de Blanzay a l'honneur d'informer ses clients, qu'elle continuera à vendre du coke comme par le passé, quoiqu'elle ne renouvellera pas le traité qu'elle a avec l'Usine à Gaz de Saumur.

On trouvera également dans son magasin, quai Saint-Nicolas, des charbons de terre français et anglais de toutes qualités, ainsi que des charbons de bois.

Pour les renseignements et commandes, s'adresser à M. Paul JEUNETTE, représentant de la susdite Compagnie. (364)

DURAND

Armurier à Saumur,

Informe sa clientèle qu'il vient de recevoir de fabrique une grande quantité de Chassepots, revolvers et cartouches de tout calibre.

Le tout à très-bon compte.

POUR ÉVITER LES CONTREFAÇONS DU CHOCOLAT-MENIER IL EST INDISPENSABLE D'EXIGER LES MARQUES DE FABRIQUE avec le véritable nom

USINE A GAZ DE SAUMUR.

VENTE

DE

COKE ET CHARBONS.

Le Directeur de l'Usine à gaz de Saumur a l'honneur de prévenir le public, qu'à partir du 1^{er} janvier 1871, des arrangements sont pris pour la vente du coke en détail, soit à l'usine à gaz, soit à domicile.

Pour propager l'emploi de ce combustible et rendre son usage plus économique et agréable, l'Usine tiendra, à la disposition des abonnés, des foyers faits sur les modèles de la compagnie parisienne, ainsi que des ouvriers pour les fixer dans les cheminées ordinaires.

Ce mode de chauffage est le plus économique, attendu qu'il ne dépense pas 25 à 30 centimes par jour, pour un feu, et pour obtenir une chaleur très-agréable et sans odeur.

Il espère, par l'exactitude du service, l'excellente qualité du coke et l'extrême bon marché de ce combustible, reconquérir sa nombreuse clientèle d'autrefois.

L'on traitera, pour des quantités importantes, à des conditions très-avantageuses, de manière à laisser aux marchands qui désirent revendre, un bénéfice raisonnable sur la vente, soit dans la ville, soit dans les environs.

On trouvera également à l'Usine à gaz, en gros et en détail, toute espèce de charbons de terre, 1^{re} qualité, garanties de provenance anglaise.

Charbons pour forge, sans mélange de qualités inférieures.

Antracites pour fours à chaux.

Charbons pour vapeur.

Charbons pour usages domestiques.

S'adresser directement, pour tous renseignements, à l'Usine à gaz.

Saumur. P. GODET, imprimeur.

Certifié par l'imprimeur soussigné.